

Italie : la grève du 16 décembre fut « difficile, mal préparée, mais elle a indiqué un certain potentiel de mobilisation... à valoriser »

mardi 28 décembre 2021, par [TURIGLIATTO Franco](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2021).

Le 16 décembre, une grève générale de 8 heures a eu lieu en Italie à l'appel de la CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro) de Maurizio Landini et de l'UIL (Unione Italiana del Lavoro) de Pierpaolo Bombardieri - deux des trois principales confédérations syndicales - contre le contenu de la loi de finances [budget] que le gouvernement de Mario Draghi s'apprête à faire passer au parlement [1]. Il s'agissait d'une grève très difficile, avec un temps de préparation très limité [lancée le 6 décembre] et à la veille des vacances. Les risques d'un échec majeur étaient nombreux.

Sommaire

- [Panorama italien](#)
- [Quels éléments ressortent de](#)
- [Les limites et les difficultés](#)
- [La lutte doit continuer](#)

Les cinq manifestations de rue organisées - celle du centre à Rome, celle de Milan pour le nord, celle de Bari pour les régions du sud, celles de Palerme et de Cagliari pour les deux îles (Sicile et Sardaigne respectivement) - ont été bien suivies, avec une forte présence de travailleurs et travailleuses des usines : la non-présence sur le lieu de travail a été la plus forte chez les métallurgistes, dans les transports et dans l'agroalimentaire, plus faible dans les autres secteurs, y compris dans l'administration publique.

Panorama italien

Après deux ans de pandémie, avec près de 140'000 victimes, un système de santé dévasté, 5 millions de personnes en situation de pauvreté absolue, des millions de chômeurs et chômeuses ainsi que de travailleurs et travailleuses précaires, les espoirs et les illusions étaient grands parmi certains secteurs sociaux que, avec la loi de finances pour 2022 et avec le Plan national de relance et de résilience (PNRR) - lui déjà lancé par le gouvernement - les importantes ressources disponibles (le PNRR près de 200 milliards, la loi de finances 33 milliards) seraient utilisées pour un vaste plan d'investissements publics et d'embauches massives de personnel afin de garantir le système scolaire, la santé, les transports, des services sociaux adéquats et la fameuse transition écologique. En d'autres termes, que des « indemnités » sociales seraient accordées aux classes laborieuses et populaires qui ont tant souffert et souffrent encore de la crise socio-économique et pandémique.



La réalité des choix de la classe dominante et du gouvernement - qui garantit pleinement les intérêts des dominants sous la direction bonapartiste de Mario Draghi, avec une majorité gouvernementale composite et large, et avec une opposition purement cosmétique de l'extrême droite du FdI [Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni] - a été tout autre [2]. La bourgeoisie a pour objectif de grands processus de restructuration industrielle et une précarisation, une subordination et une exploitation supplémentaires de la force de travail fonctionnelle afin d'assurer la relance du capitalisme italien et européen. Le risque est très grand d'une nouvelle lourde défaite du mouvement ouvrier et syndical et d'une profonde et dramatique régression sociale et politique. En outre, les processus de fermeture d'entreprises, de délocalisation et de licenciements collectifs battent leur plein, impliquant des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses. Ils concernent des centaines d'usines, dont certaines se sont engagées dans des luttes extrêmement dures et prolongées, notamment GKN [composants automobiles] à Florence et Whirlpool [électroménager] à Naples.

Le PNRR élaboré par Draghi alloue plus de cent milliards d'euros d'argent européen [*plan Next Generation EU*] aux entreprises capitalistes sans aucune contrainte d'utilisation, en plus des 170 milliards qui ont été transférés de l'Etat aux entreprises au cours des 10 dernières années et des 40 milliards au total que la loi de finances actuelle donne aux patrons pour les trois prochaines années. Le gouvernement a également supprimé le gel des expulsions et les licenciements. Il a élaboré une loi sur la concurrence qui pousse à la privatisation des services publics. Il a confirmé la honteuse loi Monti-Fornero sur les retraites. Il aggravait le mal dit « revenu de citoyenneté » qui, tant bien que mal, garantissait la stricte survie de millions de personnes, surtout dans le Sud. Il a poursuivi la prétendue « autonomie différenciée » qui, en fait, divise le pays en favorisant toujours les régions les plus riches au détriment des plus pauvres. Il a introduit une « réforme » fiscale qui réduit la progressivité des impôts et favorise les revenus moyens et hauts, en allouant quelques miettes aux plus bas. Il a supprimé l'IRAP [*Imposta regionale sulle attività produttive*], l'impôt qui finance la santé pour les petites et moyennes entreprises ; cela conçu comme un premier pas pour le supprimer également pour les grandes, selon les desiderata de la Confindustria, l'organisation du patronat italien. En outre, le gouvernement s'est bien gardé de restituer les 37 milliards d'euros soustraits, en 10 ans, au système de santé et les 30 milliards d'euros retirés aux écoles ; sans mentionner le blocage du renouvellement du contrat triennal [*le dernier 2019-2021*] pour les salarié·e·s du secteur public. En revanche, il a augmenté les dépenses militaires de 5,4%. (26 milliards par an).

Les directions des syndicats majoritaires, qui ont été pendant de nombreuses années complètement subordonnées aux choix de la bourgeoisie, ont soutenu le gouvernement de Mario Draghi dès le début, dans le vain espoir que, compte tenu des ressources disponibles, l'ex-patron de la BCE répondrait à certaines de leurs revendications limitées. Elles peuvent être résumées comme suit : une réforme partielle de la loi sur les retraites ; plus de ressources pour les filets de sécurité sociale qui donneraient quelques garanties supplémentaires à ceux et celles qui perdent leur emploi ; une réforme fiscale qui répondrait aux besoins des salarié·e·s qui sont les seuls en Europe à avoir vu leurs salaires baisser au cours des 30 dernières années (on se demande ce que les directions bureaucratiques ont fait pour empêcher cela ?) ; une modification des lois sur la précarité avec un contrat d'embauche unifié dans tous les secteurs de travail ; une revendication d'ensemble pour que plus de ressources soient allouées à la santé et à l'éducation.

Les négociations se sont poursuivies lentement pendant des mois sans que la CGIL, la CISL et l'UIL n'obtiennent quoi que ce soit, notamment parce que tous les principaux dirigeants syndicaux ont catégoriquement exclu toute perspective de grève et de lutte. En fin de compte, ils en ont été réduits à demander qu'au moins les 8 milliards d'euros, encore disponibles dans le projet de loi de finances, servent à améliorer les salaires des salarié·e·s par le biais d'allègements d'impôts. Les partis gouvernementaux ont répondu par des modifications fiscales qui vont dans le sens inverse : réduction des taux d'imposition et donc la progressivité des impôts et en accordant des améliorations en faveur des revenus moyens-hauts, y compris ceux du secteur privé indépendant. Quelques miettes ont été allouées aux revenus inférieurs. Même la promesse de Draghi de reporter d'un an les baisses d'impôts sur les plus hauts revenus afin d'attribuer quelques centaines de millions supplémentaires aux salarié·e·s a été balayée par la majorité des forces politiques soutenant le gouvernement.

Les directions syndicales se sont donc retrouvées dos au mur ; non seulement leurs revendications en aucune façon n'ont été satisfaites, mais on leur a refusé le moindre rôle de médiation et de consultation. La CISL, qui a toujours été la confédération la plus étroitement liée aux différents gouvernements, n'a rencontré aucune « difficulté » à accepter les mesures du gouvernement. Les directions de la CGIL et de l'UIL, quant à elles, ont dû tenter de se dégager de l'emprise du gouvernement et, dès lors, elles ont déclaré une grève générale pour le 16 décembre.

La situation pour les appareils de ces deux confédérations était devenue trop critique tant pour leur crédibilité auprès de leurs membres et de la classe laborieuse en général, que pour maintenir un minimum de marge de manœuvre face au gouvernement. En effet, il est clair que la décision de Maurizio Landini et Pierpaolo Bombardieri de se mettre en grève a été provoquée non pas tellement par leur conscience de la condition dramatique des classes laborieuses et de leur profond malaise - malaise qu'elles traversaient et vivaient depuis longtemps et qui s'est exprimée notamment, durant l'automne, par des mobilisations dans de nombreuses usines pour défendre l'emploi - mais par un fait : leur rôle d'appareil de concertation était remis en cause par le gouvernement Draghi et les partis qui le soutenaient. Conjointement, de plus en plus, s'effilochaient leurs rapports avec une partie de leur base.

Durant cette période, ces appareils ont perdu des mois entiers où il aurait fallu non pas se subordonner à Draghi, mais construire des initiatives les plus explicites et fortes possible sur les lieux de travail et, dans la foulée, une lutte générale pour arracher les indemnités économiques, sociales ainsi que les droits indispensables pour les femmes et les hommes qui travaillent et pour l'ensemble des classes laborieuses.

La déclaration « de grève générale » est donc intervenue tardivement, sans préparation adéquate et sans que les dirigeants de la CGIL et de l'UIL n'affirment sérieusement vouloir s'engager dans une nouvelle voie, avec le risque qu'une action mal menée et sans la détermination nécessaire n'encourage davantage à la démoralisation de secteurs de la classe laborieuse.

Mais toutes ces considérations n'ont pas empêché les secteurs les plus radicaux et conscients des militants syndicaux - à commencer par le courant d'opposition de la CGIL [*Il sindacato è un'altra cosa* [3]. *Opposizione CGIL*] - à s'engager pleinement dans la construction de la grève, en la concevant comme une étape initiale d'une mobilisation sociale plus large. Les initiatives des syndicats de base avaient été généreuses et même significatives, mais totalement insuffisantes. Et c'est précisément le collectif GKN de Florence qui a demandé et indiqué, pendant tous ces mois, la nécessité de construire une grève générale et généralisée [4].

La grève générale (même si certains secteurs importants comme l'école, la santé et une partie du service postal étaient absentes) a été un défi difficile à relever non seulement pour les deux

confédérations syndicales qui l'avaient déclarée, mais aussi et surtout pour la classe laborieuse dans son ensemble, car d'une grève découle potentiellement un impact important sur les rapports de force politiques entre les classes sociales dans notre pays. Des années et des années d'offensive sociale politique et idéologique, sans opposition de la part des organisations syndicales majoritaires, ont conduit à la confusion et à une démoralisation avec ses impacts sur la conscience politique et les niveaux d'unité de la classe ouvrière, rendant la mise en œuvre d'une grève générale plus difficile que jamais.

Les syndicats de base ont choisi de ne pas se joindre, sur la base de leurs revendications, à la grève du 16 décembre, à l'opposé de ce que les travailleurs et travailleuses de GKN les avaient invités à faire.

Quels éléments ressortent de la grève du 16 ?

Le premier élément, positif, est qu'il existe encore des secteurs significatifs de la classe ouvrière prêts à se mobiliser et à descendre dans la rue : les cinq manifestations ont été importantes, plus de 30 000 sur la Piazza del Popolo à Rome, pas beaucoup moins à Milan all'Arco della Pace, celle tenue Bari a été plus limitée, et bien sûr celles réunies dans les deux îles. A Milan, mais aussi à Rome, il y avait une forte composition ouvrière (en particulier des métallurgistes), non seulement des usines qui luttent pour défendre leurs emplois, mais aussi de beaucoup d'autres qui sont au contraire, surtout en Lombardie, en plein redressement productif. D'ailleurs, ce potentiel de mobilisation s'était déjà exprimé ces derniers mois dans certaines luttes comme celles de la logistique [*avec une forte présence de migrants*], chez les travailleurs d'Alitalia, puis chez GKN à Florence.

Sur les places, on pouvait percevoir la satisfaction des travailleurs et travailleuses d'être sortis de l'immobilisme démoralisant, de participer enfin à une large mobilisation, de sortir sur les lieux de travail, de monter dans les bus, de marcher dans le cortège en discutant et même en plaisantant avec les camarades, de pouvoir socialiser leur condition et leur état d'esprit en rejoignant d'autres secteurs de travailleurs, en renouant avec les traits historiques et la combativité qui s'expriment dans ces manifestations que constituent ce type de rassemblements sur une place, pour affirmer leur opposition au gouvernement et au patronat. Il convient de noter la présence non seulement de retraité·e·s, mais aussi de nombreux étudiant·e·s qui, dans certaines villes (Rome en particulier), occupent les écoles, ainsi que des jeunes.

Mais tout cela n'était pas du tout acquis. Ne serait-ce que parce que le bombardement anti-grève des forces patronales s'est fait avec une puissance de feu maximale. Sous la forme d'une réaction unifiée très violente de toutes les composantes, aussi bien économiques (Confindustria et partenaires) que politiques, y compris le Parti démocrate (PD), et leurs outils médiatiques qui ont couvert d'insultes les protagonistes de la grève et ont complètement occulté l'événement. On a assisté à une grande unité de la classe bourgeoise contre la classe laborieuse qui a osé prendre la parole pour exprimer sa propre condition d'exploitation et d'oppression.

Et ici s'affirme un deuxième élément positif : la simple déclaration de la grève a brisé le récit idéologique et politique de la présumée unité d'intention de tout le pays construit autour de la figure de l'infailible Bonaparte, Mario Draghi, une vulgaire mystification pour masquer ses choix économiques et sociaux violemment anti-populaires. La grève a mis en lumière la tromperie et l'injustice des actions du gouvernement, la condition dramatique des travailleurs et travailleuses ainsi que la volonté de faire connaître et d'affirmer leurs intérêts comme leurs droits, brisant un cadre de débat politique dans lequel il n'y a que l'affrontement nauséabond et simulé entre les différentes factions politiques bourgeoises (toutes unies contre les travailleurs) et remettant à

l'ordre du jour le contenu effectif de l'affrontement social.

Les directions et les appareils de la CGIL et de l'UIL ont, à leur tour, remporté une petite victoire, la démonstration qu'ils sont vivants et « essentiels » pour le maintien de ladite paix sociale. Selon ce qu'ils espèrent, ceci devrait pousser le gouvernement et les patrons à reconnaître à nouveau la place qu'ils occupent et leur rôle et donc, aussi, à être prêts à faire quelques concessions pour les travailleurs et travailleuses. Des espoirs qui risquent d'être déçus car l'intention de la bourgeoisie n'est que trop claire. Elle veut une victoire complète. Seules des luttes très dures peuvent briser ce projet.

Les limites et les difficultés de la grève

Tout cela nous conduit à examiner les manquements et les difficultés de la grève du 16 décembre. Ce n'était pas une grève capable de paralyser le pays comme une grève générale devrait le faire. Non seulement parce que certaines catégories ont été exemptées de la grève [*car l'ayant faite avant, des secteurs n'avaient pas le droit de la reconduire, selon les normes établies entre « partenaires sociaux » et les institutions*], mais aussi parce que l'abstention du travail, l'arrêt des activités de production, des transports et des services ont été partiels et inégaux ; certes avec des pics très importants, mais aussi avec des niveaux très bas dans les bureaux, dans l'administration publique, comme cela s'était déjà produit lors de la grève des écoles, quelques jours auparavant (le 10 décembre).

La CGIL et l'UIL ont annoncé des pourcentages très élevés chez les métallurgistes ainsi que dans les transports, l'agro-industrie et la construction. Toutefois, certains de ces pourcentages semblent discutables ou partiels. Un examen beaucoup plus précis sera nécessaire afin de vérifier les points forts, mais aussi les nombreuses faiblesses. Cette situation était tout à fait inévitable : étant donné les conditions générales des classes laborieuses, il aurait fallu un long temps de préparation et un comportement adéquat des syndicats pendant tous ces mois pour susciter des attentes et une prise de conscience. Il aurait fallu au moins quelques semaines avec assemblées dans des entreprises, avec des discussions sur tous les lieux de travail, et une plate-forme ayant des objectifs moins génériques, immédiatement identifiables pour les salarié·e·s. Il aurait fallu aussi des appareils syndicaux - qui désormais sont endormis dans leurs routines conservatrices - capables d'être suffisamment actifs dans la construction d'une difficile grève. Si l'on veut plaisanter, on peut dire que certains dirigeants syndicaux ont dû visionner des vidéos vintage de luttes passées afin de trouver un langage capable de susciter les passions et d'être crédibles dans un rôle de combat.

La lutte doit continuer

En tout état de cause, une brèche a été ouverte. Il existe un potentiel qui peut être exploité, à condition que la journée du 16 décembre soit conçue comme une étape d'une mobilisation prolongée, difficile et dure, capable d'élargir le consensus et de polariser progressivement des forces plus larges.

S'exprimant depuis leur estrade, Maurizio Landini et Pierpaolo Bombardieri étaient conscients que la crédibilité de leurs propos (personne ne pouvait sérieusement espérer que la grève puisse encore modifier le contenu de la loi de finance sur le point d'être votée au parlement) était liée à ce qu'ils feraient dans les semaines à venir [5]. Donc ils ont donc dû dire que cette journée n'était qu'un premier moment, qu'ils avaient l'intention de construire un chemin de mobilisation durable pour faire valoir certains points de leur plateforme revendicative.



Poursuivre la lutte est certainement possible et surtout nécessaire si nous voulons avoir la force – comme l'exigent les courants du syndicalisme de classe – d'affirmer une plate-forme de lutte aux contenus clairs et forts : l'abrogation des règles sur les retraites ; l'imposition de changements radicaux dans les lois qui sanctionnent la précarité du travail et les délocalisations ; la réduction du temps de travail pour des salaires égaux ; une véritable réforme fiscale progressive qui fasse payer les patrons ; la défense et la validation du « revenu de citoyenneté » ; le rejet de l'autonomie différenciée qui divisera encore plus le pays et les travailleurs ; des mesures adéquates pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver l'environnement et enfin un plan global pour relancer l'école et la santé publique.

Il est possible d'avancer si nous offrons des outils organisationnels de participation et de direction politique et syndicale à ces secteurs « d'avant-garde » qui sont descendus dans la rue de manière quelque peu confuse, mais qui sont fondamentaux pour organiser et diriger les assemblées de travailleurs et travailleuses, comme pour reconstruire un tissu large et unitaire de participation et de volonté de lutte. Beaucoup dépendra certainement de ce que fera ou ne fera pas la direction de la CGIL (sur laquelle nous ne nous faisons guère d'illusions). Et de ce qui bougera en interne, des espaces que l'opposition de gauche de la CGIL sera capable de conquérir, du poids qui sera donné aux délégué·e·s et cadres les plus combattifs, partisans d'une position de classe cohérente.

Les syndicats de base ont également un rôle à jouer. Les commentaires parus sur leurs sites Internet ces derniers jours n'ont guère semblé à la hauteur de la dénonciation. Ils sont appelés à prendre connaissance avec souplesse de la situation qui pourrait se présenter et être capable de stimuler une action unitaire non seulement entre eux, mais aussi à l'égard de tous les travailleurs et, en particulier, de ceux et celles qui ont trouvé un point de référence dans la grève du 16 décembre ; sans négliger les secteurs qui espèrent plus ou moins illusoirement que Landini fera preuve de la détermination nécessaire pour affronter jusqu'au bout les patrons. Nous savons au contraire combien l'action de la CGIL est beaucoup plus tactique et contingente qu'elle ne devrait l'être. Mais la fenêtre qui s'est ouverte signifie qu'il faut savoir agir dans un contexte contradictoire pour avancer dans la construction d'un syndicalisme de classe.

Les forces de la gauche radicale qui ont soutenu et participé activement à la grève ont également un rôle important à jouer en contribuant pleinement à un processus de consolidation et de développement de la résistance des classes laborieuses contre le gouvernement et les patrons.

Franco Turigliatto

P.-S.

• Article reçu le 19 décembre 2021, écrit depuis Turin ; traduction rédaction A l'Encontre le 20 décembre 2021 :

<http://alencontre.org/europe/italie/italie-16-decembre-une-greve-difficile-mal-preparee-mais-qui-indique-un-certain-potentiel-de-mobilisation-a-valoriser.html>

- Franco Turigliatto est membre de la direction de Sinistra anticapitalista et suit les évolutions du mouvement ouvrier et syndical depuis des décennies.

Notes

[1] La dernière fois que des travailleuses et des travailleurs avaient été appelés à une grève générale, c'était le 12 décembre 2014 contre le soi-disant « Jobs Act » du Premier ministre de l'époque, Matteo Renzi, du PD, une loi de précarisation accrue du travail qui abolissait une fois pour toutes les protections sur les licenciements contenues dans l'historique Statut des travailleurs de 1970. Dans ce cas également, seules la CGIL et l'UIL avaient appelé à la grève, à laquelle le troisième grand syndicat, la CISL, s'est abstenu. (F.T.)

[2] Les partis qui soutiennent la large coalition gouvernementale sont le Movimento 5Stelle de Giuseppe Conte, la Lega de Matteo Salvini, Forza Italia de Silvio Berlusconi, le Partito Democratico d'Enrico Letta, Italia Viva de Matteo Renzi et enfin Articolo Uno, le petit parti de gauche modérée issu d'une scission du PD. Le seul parti d'opposition (une opposition de sa majesté, entièrement formelle et non substantielle) est le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, une formation issue du vieux Movimento sociale (MSI), héritier du fascisme. A ce stade, il y a une forte concurrence entre Salvini et Meloni pour l'hégémonie dans la coalition des forces de la droite « dure ». (F.T.)

[3] <https://sindacatonaltracosa.org/>

[4] Les syndicats de base avaient organisé une grève générale le 11 octobre, une grève qui avait connu une réponse assez significative dans certains secteurs et avec aussi des manifestations de rue plus importantes que par le passé, mais de toute façon elle était forcément minoritaire compte tenu des forces en présence et du contexte social très difficile. (F.T.)

[5] [Les deux secrétaires ont conclu les démonstrations par deux discours en direct qui ont été diffusés simultanément. sur les cinq places (F.T.)